

A qui veut l'entendre- la MQA, Le Ministère ou le Gouvernement en général

Vocational education and training / la formation professionnels

‘Vocational education and training (VET) needs a strong commitment to raise its profile and strengthen its ties with the world of employment,

The skills imperative’, and such a commitment ‘infers a bigger share of funding, increased financial support to apprenticeship programmes and work-based learning at continuing and higher VET levels-[to be implemented], and continuing professional development programmes for VET teachers-[to be implemented], trainers and mentors.’

Also while ‘employers view VET as a fast track to employability, production and capital,’ the potential it provides ‘**is overlooked as academic university education remains a target for many students , even though it may not lead to jobs.**’

It should also to be stressed that ‘attracting learners to both academic education and vocational training at all levels, including universities, is a recipe for economic success,’ adding **that ‘youth unemployment is low in countries where VET is strong.’**

La formation professionnels

«L'enseignement et la formation professionnels (EFP) a besoin d'un engagement fort pour rehausser son profil et de renforcer ses liens avec le monde de l'emploi,

Les compétences impératif », et un tel engagement» suppose une plus grande part du financement, un soutien financier accru aux programmes d'apprentissage et l'apprentissage en milieu de travail à poursuivre et l'EFP supérieur niveaux- [à mettre en œuvre], et la poursuite des programmes de perfectionnement professionnel pour l'EFP Teachers- [à mettre en œuvre], les formateurs et mentors ".

Aussi tandis que «les employeurs considèrent la formation professionnelle comme une voie rapide à l'employabilité, de la production et du capital,« le potentiel qu'il offre »est négligé l'éducation de l'universitaire demeure une cible pour de nombreux étudiants, même si elle ne peut pas mener à des emplois.»

Il convient également de souligner que 'attirer les apprenants à la fois l'enseignement universitaire et la formation professionnelle à tous les niveaux, y compris les universités, est une recette pour la réussite économique », ajoutant que« le chômage des jeunes est faible dans les pays où l'EFP est forte . »

Pro Dr Sayfoo.A.R Director

Vocational Training institute[VTI], VACOAS ,MAURITIUS

Les jeunes et la formation professionnelle

Ils twittent, ils zappent, ils bougent, ils rêvent, ils espèrent et ils doutent...

La génération Y, celle des 19-29 ans, née avec l'avènement de technologies anciennes dans leurs buts mais nouvelles dans leurs réalisations, fascine et intrigue.

Entre préjugés et projections, entre nouvelles mythologies et décryptages, la jeunesse se mobilise.

Dans notre pays, les 19-29 ans sont près de 100 000 à 200 000. Ils connaissent aujourd'hui une situation plus difficile que celle qu'ont connue leurs parents : un ascenseur social bloqué, une entrée souvent chaotique sur le marché de l'emploi, des difficultés d'accès au logement, voire à la santé. Du moins, le ressentent-ils ainsi.

L'héritage que nous leur laissons est amputé et des défis majeurs s'imposent à eux comme à nous. Alors qu'ils auraient dû récolter les fruits, les jeunes payent au prix fort les conséquences de l'endettement public et d'une crise financière et économique inédite. Alors que le niveau général de la formation ne cesse d'augmenter, l'inadéquation entre formation et emploi les pénalise et retarde leur envol personnel de même que leur insertion sociale.

Il nous faut aussi arrêter de dire à la jeunesse mauricienne ce grand mensonge : « Si vous avez un diplôme, vous avez beaucoup plus de chances d'avoir un emploi que quelqu'un qui n'en a aucun. » Selon toute logique, dans ce cas, si tout le monde allait à l'université, le problème du chômage des jeunes serait résolu. Or, la réalité est qu'un important pourcentage de diplômés font un travail qui ne nécessite même pas de diplôme. L'université n'offre donc pas de garantie d'emploi. C'est pourquoi je suis étonné de voir que beaucoup d'entre nous insistent sur la transmission de ce même grand mensonge à des milliers de jeunes qui cherchent désespérément une place sur le marché de l'emploi. On leur dit : « Tout ce que vous devez faire, c'est obtenir un bon School Certificate (SC)/General Certificate of Education (GCE), suivi d'un Higher School Certificate (HSC) ; vous assurer d'avoir une place à l'université et minimiser la formation professionnelle qui est essentiellement pour les cancras. Puis, à votre sortie de l'université, les employeurs se bousculeront pour avoir la chance de vous embaucher. » Cela vous semble familier? Pourtant, non seulement est-ce irréaliste, mais aussi une voie certaine vers l'échec.

Ma crainte est que trop de jeunes soient poussés vers l'enseignement supérieur avec l'idée que c'est la seule façon d'obtenir un em-

ploi satisfaisant. Ensuite, ils sont déçus quand les employeurs se soucient moins de ce qu'ils ont appris que de ce qu'ils peuvent faire. La vérité est que beaucoup d'employeurs pensent que les jeunes ne comprennent pas ce qu'ils recherchent, soit des compétences. Cela ne signifie pas que la formation universitaire n'est pas utile en soi car elle peut mener à une belle carrière, mais il faut se rendre à l'évidence que sans réelles compétences, un diplôme n'est rien de plus qu'un bout de papier. La prochaine génération mérite de savoir qu'il existe plusieurs voies d'accès à une carrière réussie et que les employeurs sont en quête de candidats ayant notamment suivi une formation professionnelle.

Nous devons aller au fond de la question du chômage des jeunes. Dans quelques semaines, nous sommes censés célébrer l'excellence et les possibilités qu'offre le marché du travail, lors de la journée du 1^{er} Mai. Toutefois, il est déprimant de voir que le taux de chômage des jeunes à Maurice augmente dangereusement même si le nombre de personnes dans la tranche d'âge de 16 à 29 ans à recevoir un enseignement à temps plein a plus que doublé les 20 dernières années.

Trop de jeunes sont menacés par le chômage parce que leur formation ne les prépare pas au monde du travail et presque la totalité des jeunes professionnels regrettent leur choix de carrière. Par conséquent, plutôt que des solutions rapides, nous avons besoin de solutions à long terme qui permettent aux jeunes d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans le milieu du travail. En même temps que des alternatives à l'université tel l'apprentissage, l'accès à une orientation professionnelle est essentiel au XXI^e siècle. C'est uniquement en réduisant le fossé entre éducation et emploi que nous pourrions diminuer le nombre de jeunes en attente d'un emploi.

La jeunesse de notre pays est une chance et une force. Alors, prenons ensemble le parti de lui donner courage et confiance à travers une orientation professionnelle active, une valorisation des filières d'avenir, un développement de l'apprentissage, un soutien innovant aux projets de création d'entreprise et une mobilité internationale... Autant de perspectives à exploiter.



Dr Sayfoo A.R
Director, Vocational Training Institute

“Il faut se rendre à l'évidence que sans réelles compétences, un diplôme n'est rien de plus qu'un bout de papier.”



Maltraitance de la FORMATION PROFESSIONNELLE

“ Qu'on traite la formation professionnelle sur le même pied d'égalité si on veut réduire le chômage à Maurice et arrêter de nous maltraiter par des belle parole et des promesse - il faut agir avant qu'il soit trop tard ”

PROF. Dr. RECHAD SAYFOO

La formation professionnelle doit évoluer pour répondre aux besoins des étudiants et d'autres partenaires. Rechad Sayfoo, avec sa longue expérience dans le domaine, nous apporte quelques pistes de réflexion pour être à l'avant-garde.

A la veille du workshop sur la qualité de la formation à Maurice patronner par la MQA avec l'objectif de créer un Cadre d'assurance de la qualité pour être utilisé comme un instrument pour les établissements de formation agréés entre autre avec la participation des cadres internationaux du ILO, Australie et la Malaisie- c'est très bon- Mais- il est grand temps de nous ressaisir et voire plus claire. Professor Dr Abdool Rechad Sayfoo ne passe pas par quatre chemins : « En premier Il faut que L'autorité de la formation a Maurice - La MQA sois indépendant avec un financement [budget] indépendant et pas des Miette's agissant encore sous l'égide et dépendant du ministère de l'éducation : Exemple- Budget 2015 - 2016, Provision of MUR14.7 Billion to the Ministry of Education to improve the quality of education at all levels [MQA , as an authority receive 0 budget or to say Presque miette] which are spread as follows :

- Use of three campuses at Réduit, Montagne Blanche and Pamplemousses to provide courses in different fields [TEC]
- Funding of MUR80,000 per student per year to tertiary institutions providing tailor-made crash courses in fields with high job prospects [tec]
- Greater emphasis by MITD on training of craftsman and set-up of 'Chambre des Métiers' to recognise trade persons' skills [national institution]
- Implementation of the nine year schooling and introduction of a new Higher Education Bill [secondary]
- Introduction of Financing Model with respect to Publicly Funded Tertiary Education Institutions[tec]

Avoir un bâtiment décent et pas un store ; des staffs adéquates ;un directeur a plein temps -[l'adjoint depuis 2014] ;qu'il soit traiter sur le même pied d'égalité tel que le PSSA ,TEC et d'autre autorités similaire pour que le progrès du filière TVET puisse innover d'avantage , sortir des sentiers battus, et pour que nous -les institutions et stagiaires puisse aussi être traiter sur le même pied d'égalités et bénéficier d'avantage avec les mêmes faciliter qu'obtiennent les institutions sous TEC et le PSSA et donner la formation sa juste Valère de noblesse et arrêter de mal interpréter la formation professionnelle et de le considérer comme-a second class Citizen à l'île Maurice. » Le directeur du Vocational Training Institute (VTI) de Vacoas maintient qu'il ne faut pas aussi négliger la génération de 19 à 29 ans qui sont fascinés par la nouvelle technologie. « Ils sont entre 100 000 à 200 000, à être âgés entre 19 et 29 ans à l'île Maurice, Ils connaissent aujourd'hui une situation plus difficile, que celle qu'ont connue leurs parents : un ascenseur social bloqué, une entrée souvent chaotique sur le marché de l'emploi, des difficultés d'accès au logement, voire à la santé. La fragmentation croissante de leurs expériences a conduit à la multiplication des parcours possibles. Alors que le niveau global de la formation de cesse d'augmenter, l'inadéquation entrée formation et emploi les pénalise et retarde leur envol personnel et leur insertion sociale. Pourtant, la jeunesse de notre pays est une force », souligne - t-il.

Afin d'aider les jeunes à se construire un avenir prometteur, Rechad Sayfoo fait plusieurs propositions. Notamment, leur donner une orientation active et rémunérant ; développer l'attractivité des filières industrielles ; diffuser en toute transparence le taux d'insertion professionnelle ; favoriser l'égalité des chances ; soutenir le développement de l'apprentissage autrement que ce qui existe maintenant ; promouvoir les formations supérieures intermédiaires ; faciliter la transmission des savoirs ; créer une option. « Entrepreneuriat » ; développer les incubateurs d'entreprise ; conduite accompagnée des apprentis créateurs/ repreneurs d'entreprise ; promouvoir des contrats " apprentissage export " ; relèvement de l'âge de la participation obligatoire dans l'enseignement ou la formation à 18 ans ou encore il avance que les autorités devraient venir avec un plan d'action de la formation technique et professionnelle pour les années à venir avec les objectifs précis - que j'avals demander depuis 2012, et rester inachevée jusqu'a maintenant qu'en temps chairman a cet époque.

Les critères d'allocation de bourses

Le directeur de VTI croit également que les formateurs devraient être encouragés, Ainsi, les autorités devraient venir de l'avant avec la création d'un fonds de développement des compétences de formation pour le secteur. Une fois mis sur pied, ce fonds pourrait venir en aide aux institutions de formation, enregistrées auprès de la Mauritius Qualifications Authority (MQA). Ce fonds pourrait également répondre à certaines répondre à certains régimes spéciaux de crédit, en particulier aux investisseurs potentiels dans le système. Il pourrait, par exemple, être géré par la Banque de Développement de Maurice ou une autre institution financière et offrir des prêts à des taux préférentiels pour les prestataires de formation. Les étudiants nécessaires pourraient aussi en bénéficier. Ces derniers peuvent aussi bénéficier de bourses du CSR, accordées par différentes entreprise dans le cadre de l'enseignement technique et la formation professionnelle. Les diplômés peuvent être aidés pour démarrer leur propre entreprise. Ce qui. Selon notre interlocuteur, permettra de créer de l'emploi et la création de la richesse et commencera à réduire la pauvreté et le taux de chômage. Selon Rechad Sayfoo, les critères d'allocation de bourses doivent être revus. Ainsi, deux bourses par catégories devraient être réservées pour le plus pauvres et ceux dont les parents ont de faibles revenus du filiere TVET.

Le chômage parmi les jeune

Le professeur Sayfoo souligne aussi que le programme national doit offrir une gamme plus large de l'éducation avec plus de choix de spécialisation et une étude plus approfondie pour préparer les jeunes à un monde en évolution rapide. « Les parents et les membres du public ont tendance à minimiser l'importance d'une formation professionnelle dans l'éducation. Ceux qui entrent dans la filière

professionnelle trouvent qu'il est difficile ; voire impossible, de passer à des études universitaires » , indique - t-il.

En général, l'éducation et la formation professionnelle constituent un système parallèle distinct au sein de l'éducation avec ses propres institutions, ses programmes et ses enseignants. Cette situation tend à renfoncer la perception d'infériorité de la filière professionnelle. Il est donc important de créer des voies entre l'enseignement professionnel et l'enseignement général. Actuellement, cette formation a besoin d'être améliorée avec la possibilité d'introduire des études poussées. Rechad Sayfoo souligne l'exemple de la France ou du Canada, qui donnent des chances égales pour la poursuite de cours et d'admission aux universités de l'île Maurice et à l'étranger, avec des perspectives d'emploi et de promotion. Les formateurs doivent eux aussi être formés. Ainsi, il propose qu'un certificat de formateur technique / professionnel similaire à un certificat de formation des enseignants soit remise à ceux qui seront engagés dans ce secteur.

Les examens devront aussi subir une amélioration. Actuellement, après le Higher School Certificate (HSC), les étudiants doivent compléter quatre années d'études à plein-temps avant de prendre leurs B.ENG HONS Degree. Il n'y a donc aucun autre moyen pour travailler avant, s'ils le désirent, même s'ils sont de bons techniciens et ingénieurs. La pratique fait défaut. Rechad Sayfoo propose, alors de compléter quatre années d'études avec l'opportunité de travailler après chaque année d'études.

A l'heure actuelle, ce secteur est en pente et s'arrête au niveau 6 de la National Qualification Framework (NQF), tandis que l'éducation tertiaire s'arrête au niveau 10. Afin d'améliorer le service offert, il faut travailler à l'extension et à l'extension à l'articulation à d'autres niveaux comparables à l'enseignement supérieur. Ceci peut se faire la possibilité d'y introduire un niveau professionnel et master professionnel ou de licences similaires.

L'emploi des jeunes est aussi important. « Nous devons aller au fond des choses concernant le chômage parmi les jeunes. Dans quelques semaines, nous sommes censés célébrer l'excellence et la possibilité pour la journée de mai ; il est déprimant de voir que le taux de chômage des jeunes à l'île Maurice est dangereusement en hausse, malgré le nombre de personne âgées entre 16 et 29 dans l'enseignement à plein-temps a plus que doublé depuis les 20 dernières années », déplore notre interlocuteur.

Rechad Sayfoo ajoute que trop de jeunes sont en danger de tomber à travers les mailles du filet, car leur formation ne les prépare pas au monde du travail. « Ils sont nombreux ces jeunes professionnels à regretter leur choix de carrière. Au lieu chercher des solutions rapides, nous avons besoin de solutions à long terme qui permettent à ces derniers d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans le milieu de travail. En même temps que des solutions de rechange à l'université, comme l'apprentissage, il est essentiel que nous donnons aux jeunes l'accès à des conseils de carrière qui est pertinent pour le 21e siècle », conclut le directeur du VTI.